

A la Fédération Wallonie-Bruxelles

“Le Parlement prendra ses responsabilités pour faire avancer les dossiers urgents”

**Rassurer.** A la demande insistante d'Ecolo et du MR, les présidents des groupes politiques du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles se sont réunis ce vendredi. “Il a été décidé de poursuivre les travaux pour que soient abordés tous les décrets urgents qui sont notamment indispensables aux écoles pour pouvoir préparer leur rentrée”, se réjouit Christos Doukeridis (Ecolo). A ce propos, il évoque le décret relatif au prochain cours de citoyenneté ou celui concernant l'encadrement différencié.

■ Ce samedi matin, Benoît Lutgen va tenter d'amadouer Olivier Maingain. Il en va de la réussite de son pari : celui de renvoyer le PS dans l'opposition partout.

■ Malgré cela, les gouvernements travaillent.

■ Mais les syndicats commencent à montrer les dents.

## Convaincre Maingain est désormais la mission principale de Lutgen

Ce samedi matin, Benoît Lutgen saura si son coup de poker de lundi dernier peut encore déboucher sur une quinte flush royale ou si son jeu restera mauvais. Le président du CDH va rencontrer le président de Défi à 10h30 à la présidence du Parlement francophone bruxellois. Il va falloir réinstaurer de la confiance et de la communication entre les deux hommes. Olivier Maingain est le brillant trublion qui constitue l'obstacle principal à la concrétisation de l'appel de Benoît Lutgen. A savoir, pousser

sur le bouton “eject” et renvoyer le PS dans l'opposition en Wallonie, à Bruxelles et à la Communauté française.

On résume : en gros, Benoît Lutgen verrait bien advenir en Wallonie une majorité MR-CDH-Ecolo (la “jamaïcaine” ou la “namuroise”), tandis qu'au gouvernement bruxellois une coalition MR-CDH-Ecolo-Défi remplacerait l'aile francophone de l'actuel exécutif Vervoort. Mais, à ce stade, cette solution est loin, très

loin, d'être validée par les autres partis.

### Ecolo est ouvert

Ecolo – on l'a écrit – a remis un cahier de doléances en matière de bonne gouvernance et de transparence démocratique. Il y a quelques bombinettes dans ce document qui pourraient déplaire à une partie du CDH et du MR (le décumul intégral des mandats, la suppression des Provinces...). Mais les coprésidents des verts se sont montrés un peu plus conciliants que prévu : cette liste n'est pas à prendre ou à laisser. Si Ecolo obtient suffisamment sur la base de cette liste, cela pourrait justifier un retour aux affaires prématuré après la déroute électorale de 2014.

### Les exigences de Maingain

Non, le vrai problème de Benoît Lutgen, c'est Olivier Maingain. Ses demandes radicales ont rendu très vite toute négociation impossible entre le CDH et Défi. Il a, par exemple, exigé, comme préalable, l'éviction de Joëlle Milquet de son parti à la suite de ses ennuis judiciaires. “Il faut une révolution éthique. Les gens ne supportent plus que ceux qui sont responsables des scandales restent en fonction ou reviennent par la fenêtre”, a commenté Olivier Maingain.

Cette attaque en règle contre la machine à voix des humanistes à Bruxelles a été très mal reçue au CDH, on s'en doute. Olivier Maingain sait très bien que Benoît Lutgen ne peut pas se déculotter politiquement à ce point. Mais Défi, en coalition avec le PS au gouvernement bruxellois, ne peut pas accepter aussi facilement un retournement d'alliance forcé par son adversaire au centre politique, le CDH. Olivier Maingain, en ce qui concerne l'image, est quasiment obligé de se montrer odieux...

D'ailleurs, après avoir exigé la tête de Joëlle Milquet, le patron des amarantes en a remis une couche : mardi, il a refusé de rencontrer Benoît Lutgen selon l'agenda que ce dernier proposait. Olivier Maingain avait été heurté de découvrir par un communiqué du parti humaniste le timing des entrevues avec le “formateur” alors que Benoît Lutgen ne l'avait averti la veille que par SMS. A la suite de cette nouvelle crispation, Olivier Maingain avait réclamé que l'on nettoie d'abord “les écuries du CDH”... Il ciblait de nouveau Joëlle Milquet.

Ce n'est pas fini. Dans le registre “enfant terrible”, le président de Défi a mis le dossier du survol de Bruxelles dans le panier d'éventuelles discussions avec le MR si les réformateurs voulaient monter au gouvernement bruxellois. Le dossier est géré au niveau fédéral et n'avance pas, car il est miné pour des raisons communautaires. Le survol de Bruxelles fait partie des quelques dossiers pourris susceptibles de déstabiliser, voire de faire tomber, le gouvernement Michel. Mettre cela dans la balance, c'est mettre une pression très élevée sur les libéraux.

### Apaiser Défi

De nouveau, Olivier Maingain doit, pour sauver la face, se montrer exigeant et intransigeant. Il y a donc une rationalité politique et stratégique dans son comportement. Mais reste que, pour Benoît Lutgen, il faut absolument réussir l'entrevue de ce samedi matin avec le président de Défi qui est l'homme clé, renouer le dialogue après une semaine politiquement surréaliste. Il se dit que Benoît Lutgen compte se montrer particulièrement ouvert et “à l'écoute”. On connaît la chaleur humaine dont le président du CDH peut être capable, sa faculté à créer du lien avec ses interlocuteurs. Mais ces qualités suffiront-elles à apaiser Olivier Maingain ? Il en va de la réussite du pari historique tenté lundi : celui de renvoyer le PS dans l'opposition partout.

F. C.

## Les syndicats mettent la pression sur les futurs gouvernements, mais ne perturberont pas les départs en vacances

Les syndicats wallons et bruxellois sont inquiets. Ils ne voient pas d'un bon œil la vacance du pouvoir qui fait suite à la décision du CDH de ne plus gouverner avec le PS. Des projets économiques et sociaux risquent de ne pas aboutir; des négociations sur les conditions de travail dans les services publics ou dans le non-marchand (culture, petite enfance, soins de santé...), entamées il y a belle lurette, sont dans l'impasse.

Dès lundi, la CSC faisait part de ses craintes et estimait, tout comme l'Union wallonne des entreprises, que la Wallonie ne pouvait se payer le luxe d'une crise politique. Le syndicat chrétien ajoutait qu'il nourrissait de solides inquiétudes à propos d'une éventuelle arrivée du MR au pouvoir en Wallonie. Si c'est pour appliquer la même politique antisociale qu'au fédéral, non merci, disait, en substance, Marc Becker, le patron de la CSC wallonne. Christian Kunsch, le président du Mouvement ouvrier chrétien, prévenait : "Les mutuelles et les syndicats ne resteront pas au balcon !"

**Les aéroports wallons ne seront pas bloqués le 30 juin**

Moins rapide à dégainer, mais tout aussi virulent, le syndicat socialiste a dit tout le mal qu'il pensait du coup de Benoît Lutgen. Mardi, Robert Verteneuil, secrétaire général de la FGTB, faisait part de ses craintes quant à l'arrivée d'une coalition avec le MR et aux conséquences de celle-ci sur les politiques futures

des gouvernements régionaux et communautaires qui, aujourd'hui, "tentaient de compenser la politique très à droite du fédéral".

Et vendredi, dans "L'Echo", c'est l'homme fort de la FGTB wallonne, Thierry Bodson, qui éruçait contre Benoît Lutgen, contre l'éviction du parti socialiste et contre l'arrivée attendue du Mouvement réformateur au gouvernement wallon. Il avertissait également de possibles grèves à venir : "Les raisons du mécontentement risquent de se multiplier."

D'autres sources, au sein de la centrale des services publics du syndicat socialiste, ont même laissé croire à des actions de grève dès le 30 juin. De quoi pourrir les départs en vacances des usagers des aéroports wallons. Mais il n'en sera rien. Vendredi après-midi, la FGTB wallonne et la CGSP wallonne ont signifié, par communiqué, que leurs craintes étaient réelles, mais qu'au stade actuel, aucune action de grève ou de mouvement n'est prévue le 30 juin dans les aéroports. Seul un rassemblement syndical est prévu le 30 juin à Bruxelles, dans le cadre de la négociation au comité A pour les pensions du secteur public. Rien de bien perturbant.

La menace est donc, provisoirement, écartée. Mais les syndicats restent vigilants et prêts, s'il le faut, à en découdre. Ils voudront s'assurer que le CDH, "dés-cotché" du socialisme, n'en a pas pour autant perdu tout sens social.

L.G.

### À Namur

#### Blocage en vue au bureau du Parlement wallon

**Composition.** Si on aborde souvent la composition des commissions du Parlement wallon en cas de changement de majorité, on oublie bien souvent de parler de celle du bureau. En effet, si le MR et le CDH, ou les mêmes associés à Ecolo, souhaitent modifier le règlement des commissions permettant à Ecolo de siéger avec une voie délibérative – actuellement, seuls le PS, le MR et le CDH ont ce statut –, la chose ne serait pas aussi simple que prévu. Modifier le règlement permettrait de sortir de la composition actuelle qui oppose le PS (trois élus) aux deux autres (deux MR et un CDH), provoquant une égalité parfaite entre les deux camps et empêchant qu'une majorité se dégage (en commission uniquement). Le hic, c'est que le problème serait exactement le même au bureau du Parlement (présidents, vice-présidents et secrétaires) qui compte six membres : trois PS, deux MR et un CDH. Cette nouvelle égalité parfaite ne permettrait donc pas de modifier les statuts, provoquant de facto un blocage au niveau des décisions que doit habituellement prendre le bureau si, évidemment, le PS décidait de voter systématiquement contre les décisions prises par les deux autres partis. Ce qui, en cas de proposition de modification réglementaire, ne manquera certainement pas d'arriver. **S.Ta.**

# La politique belge, une longue suite de trahisons

Récit Vincent Rocour

Le PS, largué en plein vol par le partenaire CDH, hurle à la trahison. Sa douleur paraît d'autant plus vive qu'il ne semble pas avoir vu le coup partir. Lutgen a frappé sans les sommations d'usage. A l'instinct. Dans l'instant.

Mais peut-on croire que la surprise des socialistes est bien réelle? La félonie est aussi fréquente en politique belge que dans un roman d'espionnage au temps de la guerre froide. C'est le système proportionnel qui veut cela. Il ouvre le jeu des alliances et provoque donc les ruptures. Le PS doit forcément le savoir: il a souvent été la victime de coups bas. Il en a quelquefois été l'auteur.

## Scrutin communal 2006

M<sup>me</sup> Onkelinx, l'un des dirigeants les plus haut placés de l'appareil socialiste, ne peut évidemment pas avoir oublié les lazzis qui l'accueillirent le 8 octobre 2006 à son arrivée à l'hôtel de ville de Schaerbeek, où elle pensait pouvoir prendre possession du bureau de bourgmestre et où elle apprit surtout la décision d'Écolo de convoler avec le MR en dépit de leur accord préélectoral.

Dans cette histoire, le CDH était resté fidèle au préaccord arc-en-ciel scellé à Schaerbeek avant le scrutin communal et avait refusé de participer au retournement d'alliance – en pensant qu'Écolo ferait de même. Mais ce n'est pas cela qui peut avoir endormi la méfiance socialiste. Car au jeu du plantage de couteau dans le dos, le parti humaniste – ou plus

exactement son prédécesseur, le PSC – ne passe pas précisément pour un manche. Bien au contraire. C'est souvent du centre qu'est venue la petite pichenette permettant de réenclencher le mouvement de balancier dans l'autre sens.

## Juin 1997

Le PS est-il amnésique? Il y a vingt ans, il a failli connaître la même histoire que celle qu'il vit aujourd'hui, avec les mêmes protagonistes et dans les mêmes circonstances.

On rappelle. Début 1997, le PS est englué dans des affaires de corruption – Agusta et Dassault. L'enquête a démarré en 1993 et elle touche la tête du parti. Le malaise est de plus en plus palpable au sein du PSC au pouvoir avec les socialistes depuis dix ans. Deux hommes, Charles-Ferdinand Nothomb, le président du parti, et Gérard Deprez, son prédécesseur, vont œuvrer en faveur d'un changement d'alliance. Ils ont des contacts – séparément – avec Louis Michel, alors patron de la fédération PRL-FDF. Ils évoquent la constitution d'une fédération commune, de listes uniques, le rejet des socialistes dans l'opposition après les élections de juin 1999 sinon avant déjà.

Les contacts – racontés par le menu dans une reconstruction publiée en 2001 par "La Libre" et "De Standaard" – iront très loin. Mal préparée, la phase de concrétisation échouera cependant.

Le 6 juin 1997, "La Libre" révèle l'existence du projet de rapprochement. Croyant que tout le parti est derrière son président, Gérard Deprez précipite le mouvement. Le lendemain, il plaide dans "Le Soir" pour un rapprochement entre le PRL-FDF et le PSC. Il pense être accueilli comme un grand général au soir d'une victoire le lundi au comité directeur du PSC. Il est au contraire reçu froidement. La démocratie chrétienne, plus structurée qu'aujourd'hui, s'oppose à l'idée.

Quelques mois plus tard, Gérard Deprez fondera le Mouvement des citoyens pour le changement (MCC), qu'il arrimera ensuite au PRL-FDF. Dans l'intervalle, il se fait exclure du PSC.

## Décembre 1987

La conviction que le redressement de la Wallonie passe par un déplacement du centre de gravité politique vers la droite n'aura cependant pas toujours été aussi inoxydable chez Gérard Deprez. Dix ans plus tôt, il avait en effet opéré le mouvement inverse et renvoyé les libéraux ruminer sur les bancs de l'opposition – où ils useront le fond de leur pantalon pendant 12 ans quand même. Un accord préélectoral avait pourtant été signé entre eux.

Les libéraux avaient d'ailleurs toutes les raisons de croire à la solidité de leur arrangement. Durant la campagne électorale d'octobre 1985, Gérard Deprez clamait partout – y compris sur des affiches – que "ce n'était pas l'heure des socialistes". L'heure reste encore et toujours à l'assainissement des finances publiques.

Au soir des élections, celui qui est alors président du PSC confirme son intention. Gérard Deprez participe à la reconduction de l'alliance entre libéraux et sociaux-chrétiens au niveau fédéral, place le même type d'attelage en Région wallonne et en Communauté française – éjectant au passage le PS – et jure que leur union régionale durera huit ans. L'exaspération provoquée dans la gauche chrétienne par le très thatcherien Guy Verhofstadt, ministre libéral flamand du Budget dans le gouvernement Martens VI, aura raison de cette promesse. Au lendemain des élections de décembre 1987, Gérard Deprez convient que ce n'était déjà plus l'heure des libéraux. Et remet le PS en selle. Pour Louis Michel, président des libéraux francophones, le coup est rude.

## Juin 2004

Le même Louis Michel, mais alors ministre belge des Affaires étrangères, connaît une mésaventure semblable en 2004, cette fois avec Elio Di Rupo en maître d'ouvrage du reniement.

L'année précédente, une coalition libérale-socialiste – la "violette" – s'était formée au niveau fédéral.

Elio Di Rupo, patron du PS, et Louis Michel conviennent de reproduire la même alliance en Wallonie et en Communauté française l'année suivante après les élections régionales. Devant notaire, ils jurent l'un et l'autre qu'ils s'appelleront les premiers le soir du scrutin. Mais Louis Michel attendra toute la nuit le coup de fil de son homologue. Les ténors du PS ont jugé que la reconduction d'une alliance avec le MR n'était pas possible en Wallonie.

Deux raisons sont avancées. Un peu à l'image de Guy Verhofstadt vis-à-vis des sociaux-chrétiens seize ans plus tôt, Charles Michel, jeune ministre du gouvernement wallon précédent, a irrité les socialistes. "Un peu comme un chien fougueux, il est allé à travers champ, bousculant tout le monde: les ministres liégeois, Van Cauwenberghe, etc.", confiera plus tard le président du PS dans le livre que Francis Van de Woestyne lui consacra ("Elio Di Rupo. Une vie. Une vision").

L'autre raison, c'est l'opération de débauchage orchestrée par Louis Michel dans les rangs du CDH. Les effets ont été assez limités – Richard Fournaux, bourgmestre de Dinant, fut le transfuge le plus lourd. Mais Elio Di Rupo a peu apprécié la manœuvre dont l'objectif à peine voilé était de rendre le MR plus puissant que le PS. Exit les libéraux à la Région et à la Communauté française. L'heure des centristes avait de nouveau sonné. La période d'isolement était finie.

## Novembre 1997

Car, et c'est une autre leçon qu'il faut retenir de l'histoire, celui qui organise un retournement d'alliance a intérêt à ne pas se loucher. Le CDH le sait d'ailleurs très bien. Quand, en juin 1997, le président du PS Philippe Busquin apprend que son partenaire, le PSC, a essayé de le débarquer des majorités, il n'est évidemment pas très content. Il contacte alors Louis Michel pour sonder ses intentions. Il est très bien reçu. Le président des libéraux a fait une croix sur le cartel avec le PSC. Il voit dans l'appel du patron du PS l'opportunité de sortir le PRL-FDF de l'opposition où il ronge son frein depuis dix ans. La première rencontre a lieu à Senefelt, la commune de Philippe Busquin. Elle devait être discrète. Les deux hommes tomberont cependant sur la femme de Charles-Ferdinand qui visitait le château avec un groupe de femmes. Le PSC ne sera donc pas resté longtemps sans connaître le projet de ses adversaires de former une majorité ensemble. Il restera en revanche sept ans dans l'opposition.

Benoît Lutgen connaissait-il l'histoire avant de prononcer la mise à mort des alliances avec le PS?